



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la Société d'Exploitation
Thermique du Mirail (SETMI) située 11 chemin de Perpignan à Toulouse**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 autorisant la SETMI à exploiter, à Toulouse, 11 chemin de Perpignan, une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés, complété et modifié, en dernier lieu, le 7 août 2019 ;

Vu le rapport d'inspection des installations classées du 30 avril 2024 relatif à la visite d'inspection du 29 mars 2024 de l'installation exploitée par la SETMI, sise 11 chemin de Perpignan, à Toulouse ;

Considérant que, lors de sa visite du 29 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté que :

- les émissions de mercure des fumées ne sont pas surveillées de façon continue ;
- les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques ne sont pas respectées pour les paramètres Oxydes d'azote (NOx) et Dioxyde de soufre (SO₂) ;
- la valeur limite d'émission des rejets aqueux n'est pas respectée pour le paramètre Carbone organique total (COT) ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.2.2.a, 7.71 et 8 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions réglementaires porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la SETMI de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la SETMI, le 30 avril 2024, et notifié, le 6 mai 2024, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant l'absence d'observations apportées par la société SETMI ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – La société d'exploitation thermique du Mirail (SETMI), dont le siège social est situé au 11 chemin de Perpignan, à Toulouse (31100), exploitant une usine d'incinération de déchets non dangereux et de déchets d'activité de soins à risque infectieux, est mise en demeure de respecter :

- sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - les prescriptions de l'article 2.2.2.a de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé (surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux) ;
- sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - les prescriptions de l'article 7.71 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé (respect des valeurs limites d'émission des NOx et du SO₂ dans les rejets atmosphériques),
 - les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé (respect de la valeur limite d'émission du COT dans les effluents aqueux).

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SETMI.

Fait à Toulouse, le 20 JUIN 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JAGOB

